

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix huit le 6 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 31 octobre 2018, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, M. MONMARCHON, M. INOCENCIO, Mme QUERAL, M. CAVALEIRO, M. CASTETS, M. BODIN, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. GABARD à M. CARREAU, Mme LANDAIS à Mme QUERAL, Mme BERTHIOT à Mme DUBOURG, Mme LUCKHAUS à M. BALDES

Etaient excusés:

M. VERDIER, M. GEDON, Mme HOLGADO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. ELIAS est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27
Conseillers présents : 20
Conseillers votants : 24

Pour : 19
Contre : 0
Abstention : 5

1 – COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE BLAYE - ADHÉSION DE COMMUNES

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5214-18 et L.5214-26 ;

Vu l'arrêté du Préfet du Département de la Gironde en date du 24 novembre 2016, portant extension de la Communauté de Communes de Blaye (CCB) en ce qu'il étend son périmètre aux communes de Bayon, Comps, Gauriac, Samonac, Saint-Ciers-de-Canesse, Saint-Seurin-de-Bourg, Villeneuve, Gérerac, Saint-Christoly de Blaye, Saint-Vivien-de-Blaye, Saugon et Saint-Girons d'Aiguevives au 1er janvier 2017 ;

Vu la décision du Tribunal Administratif de Bordeaux en date du 24 août 2018, portant annulation de l'arrêté du Préfet du Département de la Gironde en date du 24 novembre 2016 en ce qu'il étend le périmètre de la CCB aux communes de Gérerac, Saint-Christoly de Blaye, Saint-Vivien-de-Blaye, Saugon et Saint-Girons d'Aiguevives au 1er janvier 2017 ;

Vu l'arrêté de délimitation du nouveau périmètre du Syndicat mixte du SCoT de la Haute Gironde au 1^{er} janvier 2018 ;

Vu les demandes d'adhésion des communes de :

- Saint Christoly de Blaye en date du 12 septembre 2018,
- Saint Girons d'Aiguevives en date du 13 septembre 2018,
- Saugon en date du 17 septembre 2018,

Vu la délibération n° 125-181010-05 de la CCB en date du 10 octobre 2018 portant avis favorable sur l'adhésion des communes de Saint Christoly, Saint Girons d'Aiguevives et Saugon à la CCB ;

Considérant que l'accord des communes est requis selon les conditions de majorité suivantes : 2/3 des communes représentant la moitié de la population ou l'inverse ;

A l'issue du jugement du Tribunal Administratif annulant une partie de l'arrêté du Préfet du Département de la Gironde en date du 24 novembre 2016, trois communes ont manifesté leur souhait spontané de faire partie de la CCB au 1^{er} janvier 2019.

En effet, elles considèrent que la volonté de faire partie de la CCB leur a permis, jusqu'au jugement du Tribunal Administratif, de bénéficier de toutes les potentialités de notre territoire tant vis-à-vis des services offerts aux administrés que des projets d'investissement conduits.

Elles comprennent également que la Haute Gironde va à terme s'organiser autour de deux centralités conformément à l'ensemble des études territoriales, aux SCoT et au redéploiement des moyens de l'Etat : Blaye et Saint-André-de-Cubzac. Ces communes sont davantage attachées au bassin de vie et d'emplois du blayais et considèrent que le rattachement à une centralité aux portes de la métropole bordelaise n'est pas de nature à permettre une cohésion et une solidarité territoriale et porterait préjudice à leurs administrés.

Il est demandé au conseil municipal de se prononcer sur les demandes d'adhésion des communes de Saint Christoly de Blaye, Saint Girons d'Aiguevives et Saugon à la CCB à compter du 1^{er} janvier 2019.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 09/11/18
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20181106-56373-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

